



ETABLISSEMENT

GROUPEMENT HOSPITALIER RENEE SABRAN

Boulevard Edouard Herriot – Giens
83406 HYÈRES

OPERATION N° 91-0597

PAVILLON CADGENE :

Mise en conformité des installations de désenfumage

FICHE PROGRAMME

DAT/DIT
JUIN 2025

SOMMAIRE

I. CONTEXTE DE L'OPERATION

II PRESENTATION DE L'OPERATION

III CONTENU DES MISSIONS PI

- III. 1 – Maîtrise d'œuvre
- III. 2 – Contrôle technique
- III. 3 – CSSI
- IV. 4 – CSPS

IV DONNEES, BESOINS ET EXIGENCES

- IV. 1 – Présentation générale du pavillon
- IV. 2 – Coût et délais
- IV. 3 – Eléments généraux du programme

V CONTRAINTES

- V.1 – Prescriptions réglementaires au regard des règles administratives
- V. 2 – Les contraintes architecturales
- V. 3 – Contraintes liées au déroulement du chantier en site occupé

I - CONTEXTE DE L'OPERATION

L'hôpital Renée Sabran situé Boulevard Edouard Herriot à Giens - 83400 Hyères est un établissement de santé dépendant des Hospices Civils de Lyon.

L'établissement est de type pavillonnaire. Sa capacité d'accueil de 203 lits et 43 places d'hôpital de jour, fortement spécialisée, est installée sur 4 pavillons :

- La chirurgie orthopédique programmée des membres inférieurs, essentiellement prothétique, sur le pavillon Rhône ;
- La Médecine Physique et Rééducation (MPR), essentiellement en SSR sur le pavillon des Kermès ;
- La Gériatrie (médecine et SSR) sur le pavillon les Freesias ;
- Les maladies respiratoires (CRCM, Réhabilitation Respiratoire), sur le pavillon Cadgène.

Les autres pavillons et bâtiments accueillent les fonctions administratives, logistiques et hôtelières.

II - PRESENTATION DE L'OPERATION

La présente opération a pour objectif de réaliser les travaux de mise en conformité incendie sur le pavillon Cadgène, en particulier concernant les débits de désenfumage à atteindre pour les niveaux R+1 Est.

L'ensemble des rapports et documents seront mis à disposition du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre confirmera les prescriptions des différents organismes et au vu de sa propre expertise, complètera de ses prescriptions la mise en conformité incendie du pavillon, si nécessaire.

Pour l'aider dans sa mission, le prestataire pourra notamment consulter :

- Le registre de sécurité du pavillon ;
- Le dossier d'identité SSI du pavillon ;
- Les DOE des dernières opérations de travaux.

La maîtrise d'ouvrage remettra copie de :

- Plans aux formats PDF et/ou DWG.
- Diagnostic sécurité de VERITAS SOLUTIONS de la phase précédente ;
- PV de la dernière commission communale de sécurité du 19 octobre 2021 ;
- Rapport de vérification triennale sur la conformité réglementaire du SSI et du désenfumage ;
- Tableaux de suivi des contrôles et maintenances réglementaires ;
- Etude de faisabilité réalisée en interne

III - CONTENU DES MISSIONS PI

III 1 – Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera confiée à un bureau d'étude technique spécialisé en installation des Systèmes de Sécurité Incendie ayant les compétences d'opérations réalisées en site occupé ; en particulier concernant les installations de désenfumage.

Cette mission comprend :

- Le diagnostic des installations actuelles ;
- La proposition de choix techniques pertinents pour répondre aux besoins indiqués dans la présente fiche programme ;
- La réalisation des plans et schémas nécessaires à la réalisation du projet ;
- La définition et le descriptif des travaux ;
- L'élaboration du cahier des charges des différentes phases de conception ;
- Le suivi de la réalisation des travaux ;
- La réception des installations ;
- La mise à jour avec le CSSI du dossier d'identité SSI du pavillon si nécessaire.

Le maître d'œuvre aura à sa disposition pour mener à bien cette mission, les documents et données techniques existants, dont dispose la Maîtrise d'Ouvrage ; en l'occurrence les documents suivants :

- Plans des installations de désenfumage par étage ;
- Relevés 3D des plenums concernés aux R+1 Est et R+4 Est réalisés en 2024 ;
- Relevés des débits de désenfumage réalisés en 2022, 2023 et 2024 ;
- Caractéristiques des équipements de désenfumage remplacés en 2022 ;
- Plans existants du bâtiment sous forme de tirage papier et/ou de fichier informatique PDF et/ou DWG.

La phase DIAG complétera les informations nécessaires à la conduite du projet.

Les éléments de mission sont :

- ✓ DIAG
- ✓ Avant-Projet
- ✓ PRO/DCE
- ✓ ACT
- ✓ DET
- ✓ OPC
- ✓ AOR
- ✓ GPA

À la suite de l'Avant-Projet, la maîtrise d'œuvre établira l'Autorisation de Travaux incluant la Notice de Sécurité qui sera établi par la maîtrise d'œuvre qui contiendra la mission CSSI
Le projet fera également l'objet d'une présentation à l'officier préventionniste du SDIS en présentiel avant dépôt de l'Autorisation de Travaux auprès de la Mairie.

Au titre des ouvrages exécutés, le maître d'œuvre remettra l'ensemble des éléments sous la forme DAO, Autocad sous format DWG suivant le standard de présentation défini par les Hospices Civils de Lyon.

III 2 – Contrôle Technique

Une mission de type L, S, LE, SEI, F et VIEL sera confiée à un contrôleur technique.

III 3 - CSSI

Une mission de coordination des systèmes de sécurité incendie sera confiée à un coordonnateur SSI. Cette mission sera intégrée à la mission MOE.

III 4 - CSPA

Une mission de Coordination Sécurité de Protection Santé de niveau 2 ou 3 sera confiée à un coordonnateur SPS.

IV - DONNEES, BESOINS ET EXIGENCES

IV 1 - Présentation générale du pavillon

Le pavillon Cadgène d'une surface de 3 212 m² SDO de 6 niveaux, est occupé par des unités de soins dédiés aux maladies respiratoires (CRCM, Réhabilitation Respiratoire). Le RDC accueille les locaux de rééducation et de consultation. 42 lits d'hospitalisation complète ou en hôpital de jour sont répartis sur les niveaux R+1, R+2 et R+3. Le niveau R+4 regroupe les bureaux des médecins et des spécialistes paramédicaux. Le niveau R+5 est aménagé pour les vestiaires du personnel.



Le pavillon est classé ERP type U de 4^{ème} catégorie

Le bâtiment construit dans les années 1930, est réalisé en béton armé de 50 à 60 cm d'épaisseur avec de larges terrasses sur la façade Sud sur les niveaux 2, 3 et 4. L'emprise au sol du corps principal du pavillon est de 53 x 18 m et s'élève à 18 m (hors toiture), à laquelle s'ajoute une extension sur 2 niveaux côté pignon Ouest de 7 x 8 m et une autre extension en RDC côté Sud-Est de 12.50 x 8.50 m. La toiture est en tuiles sur charpente traditionnelle, sauf sur l'extension sud-Est réalisée en toiture terrasse sur charpente en lamellé-collé avec étanchéité multicouches.

Le bâtiment a subi 3 phases de rénovation / restructuration importantes ces trente dernières années :

- En 1990, pour les niveaux 1, 2, 3 et 4 ;
- En 2007, pour les niveaux RDC, 1, 4, 5.
- En 2022, pour des travaux sur le SSI y compris le changement du CMSI
- En 2023, pour les façades

IV 2 - Coût et délai

L'enveloppe financière sera définie en fonction de la solution retenue.

La durée prévisionnelle des travaux ne devra pas dépasser 5 mois maximum.

IV 3 - Eléments généraux du programme

Rappel du contexte de l'opération

Des travaux de mise en sécurité incendie ont eu lieu en 2022, portant sur :

- La suppression des fuites au niveau des grilles de désenfumage au R+1 Est, R+1 Ouest, R+2, R+3 et R+4 (cf DOE) ;
- Le remplacement des deux caissons d'extraction (Protect ONE R 21.0 de chez ALDES) et édicules en toiture (cf DOE) ;
- La réalisation de l'encloisonnement CF de la cage d'escalier des niveaux 2 & 3 ;
- Le remplacement du CMSI et divers travaux sur les installations SSI

Description des éléments généraux du programme

Le programme des travaux envisagé comportera :

- La mise en conformité du désenfumage vis-à-vis des débits théoriques réglementaires requis pour les niveaux R+1 Est; l'ensemble des débits « cible » devra être redéfini au préalable par le maître d'œuvre ;
- La vérification de conformité et la restitution du degré coupe-feu (voire encloisonnement) adéquat si nécessaire de :
 - De la cage d'escalier pour les niveaux R+2 et R+3, (y compris hublots) associée à la fourniture des PV justificatifs de résistance au feu ;
 - Des parois des locaux à risque moyen (machinerie ascenseur RDC et locaux VMC / désenfumage au R+5).

La liste n'est pas exhaustive car la maîtrise d'œuvre proposera tous les travaux nécessaires pour répondre aux obligations réglementaires et à l'amélioration de la sécurité incendie du bâtiment.

V - CONTRAINTES

V 1 - Prescriptions réglementaires au regard des règles administratives

- Règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, notamment :
 - Article R123 du Code de Construction et de l'habitation ;
 - Règlement du 25 juin 1980 portant sur les dispositions générales des ERP ;
 - Arrêté du 10 décembre 2004 portant dispositions particulières des ERP de type U
 - L'instruction technique 246 relatif au désenfumage ;
- Règles de la construction telles que notamment D.T.U. et avis techniques du C.S.T.B.
- Réglementations du travail, de l'hygiène et de la sécurité sur les chantiers.
- Règles relatives aux personnes à mobilité réduite.

V 2 - Les contraintes architecturales et urbanistique

À titre informatif, il est précisé que la presqu'île de Giens sur laquelle est implanté l'établissement est en zone Classé et au titre du Plan Local d'urbanisme la zone est classée UGa. À ce titre, tout permis de construire nécessaire dans le cadre d'une opération sera soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

V 3 - Contraintes liées au déroulement du chantier en site occupé

Outre les contraintes liées à la réalisation des travaux, il y aura lieu de veiller tout particulièrement à :

- Assurer la continuité de fonctionnement des systèmes de sécurité incendie pendant toutes la durée des travaux de mise en conformité ;
- Ne pas perturber le fonctionnement des unités de soins ;
- Assurer la sécurité des biens et des personnes,
- Maintenir en permanence le niveau actuel de sécurité du pavillon ;
- Maintenir et assurer un niveau d'hygiène hospitalière irréprochable, par un cantonnement de chantier de haut niveau compte-tenu que le pavillon traite des maladies respiratoires.

Aussi, l'organisation des travaux devra faire l'objet d'une mise au point avec la direction de l'établissement et de la direction des soins, du chargé de sécurité, des services techniques du responsable d'opération et des entreprises vis-à-vis des modalités d'intervention, des nuisances, des accès aux zones de travaux, de l'installation des clôtures du chantier, des conditions de sécurité de l'établissement, etc.

Prescriptions particulières :

Les dispositions à prendre devront tenir compte des modes d'exploitation liés à :

- La circulation et l'accès aux bâtiments des approvisionnements logistiques (repas, linge, livraisons diverses) ;
- La circulation et l'accès aux bâtiments des ambulances ;
- La circulation et le stationnement de véhicules ;
- La circulation et l'accès aux bâtiments du public (dont des personnes à mobilité réduite) ;
- La préservation des espaces réservés pour les pompiers (voies échelles et pompiers) ;
- La gestion des équipements et des personnes ;
- L'accès pour la maintenance des installations techniques ;
- Et d'une manière générale, toutes les contraintes liées à la continuité de l'activité hospitalière 24h/24 de l'établissement tout au long de la réalisation des travaux.